



Mémoire d'Auschwitz ASBL  
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 512 79 98  
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

## Enseignement et formation au XXI<sup>e</sup> siècle : un privilège à nouveau destiné aux élites ?

**Georges Boschloos**  
ASBL Mémoire d'Auschwitz

*Décembre 2017*

La plupart d'entre nous s'accordent à dire qu'un enseignement de bonne qualité est le moyen idéal pour lutter contre la pauvreté, l'exclusion, la dégradation sociale, la criminalité et la marginalisation. Pourtant, de temps à autre, et même de plus en plus souvent, on constate que le *principe d'un enseignement égalitaire pour tous* est dédaigné à travers le monde. Et pas seulement dans des pays où des enfants n'ont pas accès à l'école tout simplement parce qu'il n'y en a pas d'accessible à tous ni où les filles restent à la maison parce que la religion ou la culture locale interdisent de les scolariser. Non, il s'agit également de contrées comptant suffisamment d'institutions, dont la fréquentation n'est pas proscrite pour des raisons de genre ou de croyance. Chez nous, l'élitisme est parfois clairement affiché, mais le plus souvent il avance en rampant, tel un serpent dissimulé dans les hautes herbes. Qui, dans notre pays, ne s'est pas interrogé en voyant les longues files de parents qui refusaient d'envoyer leurs enfants dans une école quelconque ? Ils désirent la « meilleure » éducation pour eux et préfèrent éviter que leur progéniture s'asseye « à côté de l'autre » sur les bancs de l'école. Ils campent, la nuit, devant l'entrée du bâtiment pour être les premiers, pour appartenir à l'élite. En soi, cette attitude peut être compréhensible dans certains cas. Mais il y a plus alarmant. Traversons l'océan pour nous rendre chez l'Oncle Sam. L'exemple typique est le paysage de l'enseignement à Chicago.

Parmi les jeunes défavorisés des quartiers sud de la ville, 79 % des 14 ans sont incapables de lire une phrase comme celle-ci<sup>1</sup>. Là-bas, on les appelle les enfants « at-risk ». L'organisation sans but lucratif *Reading in Motion* propose un coaching aux enseignants et publie un manuel pour apprendre aux élèves à lire par la danse, la musique et le théâtre. L'objectif est de permettre à ces enfants défavorisés de ne pas dépendre d'une aide permanente prodiguée par des *coachs* spécialisés. Le processus de cocréation ainsi appliqué a entraîné un glissement. Ce n'est plus l'élève qu'on transforme, mais l'enseignant. Il est toutefois évident qu'on ne doit pas ce changement aux autorités de la ville ni au gouvernement. Pour autant, Chicago trône dans le top 10 des villes comptant les écoles privées les plus grandes et les meilleures du pays. Une contradiction énorme.

Betsy DeVos, une milliardaire sans expérience sur le terrain scolaire, a été nommée ministre de l'Enseignement par l'administration Trump. Son audition au Sénat, où elle fut interrogée sur ses plans d'avenir pour les écoles et les programmes d'études pour la jeunesse américaine, tourna au fiasco. Mais elle a conservé le soutien total des Républicains. Madame DeVos s'est pourtant montrée incapable de répondre à toute une série de questions. Non parce qu'elle le

---

<sup>1</sup> <http://www.miespaties.be/reading-in-motion/> (consulté le 12 décembre 2017)

refusait, mais tout simplement parce qu'elle ignorait ce dont on parlait. Elle a confondu résultats de test avec compétences et ne savait visiblement rien des allocations octroyées aux étudiants handicapés. Lorsqu'un sénateur a évoqué le fait que, dans une école de l'État qu'il représente, vingt enfants et huit adultes avaient été tués en 2012 et lui a demandé ce qu'elle pensait de l'opportunité d'appuyer ou non des lois plus restrictives sur les armes, la ministre DeVos a répondu, devant un public ébahi qu'elles sont parfois nécessaires pour repousser les attaques de grizzly et qu'elle « soutiendrait les actes du *president-elect* ».

Les syndicats d'enseignants, les associations d'étudiants, les parents et les groupes de défense des droits de l'homme ont déjà tiré la sonnette d'alarme et craignent que Betsy DeVos ne cherche à démanteler davantage l'enseignement public. La nouvelle ministre est en effet une grande partisane des écoles privées et des *charter schools*, à savoir des établissements fonctionnant avec des subsides des autorités, mais dont la direction est libre de ses décisions et n'est pas tenue par des règles syndicales. Les élèves issus de familles moins « aisées » peuvent bénéficier d'un système de *voucher* (bon, coupon) pour participer aux frais d'un institut privé, religieux ou « charter ». Pour les syndicats, l'extension de ce principe annonce une future compression des subsides octroyés à l'enseignement public. Les Républicains, en revanche, apprécient madame DeVos pour son soutien à ce système et pour son bon travail au sein de la *Potter's House Church*, qui propose un « enseignement basé sur la foi chrétienne ».

La famille DeVos a fait don de 200 millions<sup>2</sup> de dollars au parti républicain, ce qui, selon plusieurs sénateurs démocrates, aurait bien pesé dans la balance au moment de lui proposer cette fonction.

## Quid en Europe ?

Les importantes avancées sociales enregistrées en Europe durant la deuxième moitié du XXe siècle ont été peu à peu érodées, notamment dans le contexte des crises économiques qui se sont succédé depuis la fin des Trente Glorieuses. Dans toute une série de pays européens, les économies ont fait ressurgir la pauvreté. Même le déclin de la classe moyenne s'avère difficile à arrêter. La majorité des coûts des « adaptations » a été répercutée sur la population, réduisant l'accès pour tous à des services publics de qualité. Le concept de droit universel à une existence digne est ainsi remis en cause. L'éducation et la formation restent les principaux facteurs qui permettent d'accéder à une vie économiquement et socialement saine. Diminuer les bourses et les subsides dans l'enseignement public, c'est barrer aux jeunes défavorisés la route qui mène à de meilleurs emplois et salaires. C'est créer ainsi un cercle vicieux : les enfants des personnes peu qualifiées auront beaucoup plus de difficultés à se hisser au sommet. Les ressources sociales de leurs parents étant déjà faibles, ils n'auront pas accès au « meilleur » enseignement si le réseau public ne peut plus bénéficier d'un fort soutien.

---

<sup>2</sup> <http://www.latimes.com/nation/politics/trailguide/la-na-trailguide-updates-betsy-devos-hearing-donations-1484703816-htlmstory.html> (consulté le 11 décembre 2017)

Sous couvert d'efficacité ou d'épargner des efforts budgétaires aux autorités, les privatisations sont encouragées par divers groupes de pression dans tous les segments de la société, y compris l'enseignement. Opter pour des écoles qui privilégient l'entre-soi, inaccessibles aux autres, est une inclination « naturelle » de la part de certaines élites. Mais la tentation toujours plus grande d'adopter des méthodes managériales ou de favoriser des partenariats public-privé au sein des réseaux publics n'aurait-il pas comme conséquence d'accentuer encore plus les disparités entre les écoles ? Cela ne porte-t-il pas atteinte à notre système démocratique ?

### *Nationalpolitische Lehranstalten*

La ferveur pour les écoles d'élite a connu son paroxysme sous le Troisième Reich. Dès 1933, Adolf Hitler a fondé les *Nationalpolitische Lehranstalten*, également connus sous le nom de « Napola »<sup>3</sup>. À l'origine, ces établissements étaient présentés comme des écoles où seuls les meilleurs, ceux de souche aryenne, seraient acceptés. Les parents mettaient tout en œuvre pour y faire entrer leurs fils, les élèves se démenaient pour pouvoir y rester. Il s'agissait ici essentiellement des citoyens les plus fortunés. Les « défavorisés » des années 1930 n'avaient que peu de chances de les intégrer. Bien vite, il devint évident que ces établissements étaient utilisés pour faire de ces jeunes hommes une élite nazie. Entre 1933 et 1945, quelque 40 « Napola » ont été fondées et plus de 15 000 jeunes ont été façonnés à l'image que le Führer se faisait d'un parfait serviteur du Reich. Progressivement, les parents qui n'étaient pas forcément pronazis, mais qui avaient des enfants aryens en bonne santé, furent contraints de les inscrire dans l'une de ces écoles. Lorsque la fin du régime nazi fut proche, un grand nombre de ces jeunes furent envoyés au front, bien qu'ils n'aient jamais vraiment suivi de formation militaire, parfois sans être armés. La moitié de ces « grands fils du Troisième Reich » perdit rapidement la vie.



Le complexe « Vogelsang » dans la région de l'Eifel, près de la frontière belge, réaffecté depuis fin 2015 en refuge pour demandeurs d'asile

---

<sup>3</sup> V. Herma Bouvier et Claude Geraud, *Napola, Les écoles d'élites du troisième Reich*, Paris, L'Harmattan, 2000. Voir aussi le documentaire d'Eduard Erne, *Napola, les écoles d'élites du IIIe Reich*, 2008.

Devons-nous aujourd'hui nous inquiéter d'une tendance à la fragmentation de l'enseignement ? Est-elle voulue ou subie ? Doit-on y voir le reflet des mutations de nos sociétés ? Des projets citoyens doivent-ils s'unir pour prendre en charge les services publics négligés ? Gardons confiance dans le bon sens de nos dirigeants, mais restons vigilants.



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

*Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.*

*À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.*

*Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.*